

Arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 2007 (MB 12/02/2007) relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs publics subordonnés pour l'établissement de dispositifs destinés à la protection contre l'érosion des terres agricoles et à la lutte contre les inondations et coulées boueuses dues au ruissellement.

## Conditions d'octroi du subsid

L'origine des eaux de ruissellement provient de terrains agricoles ou forestiers et non de zones urbanisées ou de cours d'eau classés.

Les travaux d'amélioration s'effectuent conformément au Cahier des Charges-type Qualiroute de la Région wallonne ainsi que de ses modifications ultérieures.

Les subsid

- des travaux de génie rural visant à limiter le ruissellement tels que :
  - création de bandes enherbées
  - création ou curage de fossés continus ou discontinus
  - tranchées ou puits drainants
  - création de mares d'infiltration
  - création de talus et banquettes
  - plantation de haies, fascines, ...
  - amélioration des dispositifs d'évacuation des eaux de ruissellement des voiries agricoles
  - création de zones d'immersion temporaire « pâturables inondables »
  - création de bassin d'orage
  - etc.
- des travaux de plantations et de semis;
- des essais nécessaires à l'exécution des travaux;
- l'acquisition de biens immobiliers non bâtis nécessaires à la bonne exécution des travaux précités ou le paiement d'une indemnité pour la création d'une servitude d'immersion temporaire.

## Procédure administrative

### Promesse de principe

Afin d'éviter des frais d'études pour des projets non éligibles dans le cadre de cet arrêté, il est vivement conseillé de demander la visite d'un agent de la DAFoR avant de commencer les démarches administratives.

Dans les limites des crédits budgétaires et préalablement à l'introduction du dossier pour l'établissement de dispositifs destinés à la protection contre l'érosion des terres agricoles et à la lutte contre les inondations et coulées boueuses dues au ruissellement, le bénéficiaire soumet à l'administration le(s) aménagements(s) susceptible(s) de bénéficier d'une subvention.

Pour les aménagements éligibles, le bénéficiaire établit le projet.

*Le dossier doit comprendre en quatre exemplaires les documents suivants :*

- la délibération par laquelle le bénéficiaire approuve le projet et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions et sollicite les subventions;
- la délibération par laquelle le bénéficiaire désigne l'auteur de projet ;
- la délibération par laquelle le bénéficiaire désigne le coordinateur santé-sécurité ;
- en cas d'acquisition nécessaire de terrains, le dossier d'emprise avec une estimation de la valeur des terrains établie par le comité d'acquisition ou le receveur d'enregistrement ;
- en cas de servitude d'immersion temporaire, l'établissement d'un dossier d'indemnisation unique et des conditions d'exercice de cette servitude ainsi qu'une convention précisant l'entretien annuel du dispositif et des plantations ;
- une étude agronomique et hydrologique permettant d'identifier l'origine des problèmes d'érosion, d'inondations ou de coulées boueuses et d'envisager globalement des mesures correctrices, comprenant des dispositifs visés par l'arrêté. L'étude agronomique examine notamment l'incidence des pratiques culturales et précise l'importance des terres agricoles à protéger. L'étude hydrologique examine l'incidence des aménagements sur la propagation et la superposition des ondes de crue en aval. Lorsque cette étude porte sur des inondations dans un bassin hydrographique de plus de 100 ha, l'avis du gestionnaire du cours d'eau est sollicité.
- une notice décrivant l'ampleur, la récurrence et l'incidence des phénomènes d'érosion et/ou d'inondation constatés;
- les notes de calculs se référant à ces dispositifs;
- les plans de situation et d'exécution des travaux, le cahier spécial des charges des travaux conforme au cahier des charges-type Qualiroute de la Région wallonne, les métrés descriptif et récapitulatif, le modèle de soumission;
- le plan de sécurité et de santé ;
- le devis estimatif des travaux comprenant, le cas échéant, le coût des essais préalables;
- une note explicative du mode de détermination des prix unitaires;
- l'attestation de l'allocataire établissant qu'il dispose de tous les terrains nécessaires à la réalisation des travaux;
- le permis d'urbanisme et d'environnement, s'il échet.

Le dossier complet est envoyé à l'administration qui détermine le taux de subside et calcule le montant du subside. L'administration soumet le dossier à l'Inspection des Finances et à l'approbation du Ministre.

La notification au bénéficiaire par le Ministre de l'approbation du projet et du taux de subvention vaut **promesse de principe** d'octroi de subvention.

### **Promesse ferme**

Dans les trois mois à dater de la notification de la promesse de principe, le bénéficiaire procède à l'ouverture des soumissions. La promesse de principe devient caduque à l'expiration de ce délai.

Le bénéficiaire transmet le dossier complet relatif à l'attribution du marché à l'administration.  
*Il doit comprendre, en six exemplaires, les documents suivants (art. 10) :*

- la délibération par laquelle l'allocataire arrête la date d'ouverture des soumissions et le cas échéant, la liste des entreprises à consulter;
- le cahier des charges approuvé;
- l'avis de marché;
- le procès-verbal de l'ouverture des soumissions;
- le rapport d'adjudication du marché;
- la soumission déposée par l'adjudicataire désigné par l'allocataire;
- le tableau comparatif des prix unitaires des soumissions déposées;
- la délibération par laquelle l'allocataire motive la désignation de l'adjudicataire.
- la convention de maintien et d'entretien des plantations signée par les parties, s'il échet;
- l'acte d'acquisition d'immeubles non bâtis, s'il échet;
- la convention de servitude, s'il échet.

L'administration calcule le montant du subside sur base de la soumission approuvée (art. 7).

L'administration soumet le dossier à l'Inspection des Finances.

Si le montant de la subvention est supérieur à 25.000 €, l'accord du Ministre du Budget est sollicité.

L'administration procède à l'engagement et soumet le dossier au Ministre.

Le Ministre prend un arrêté ministériel octroyant la subvention.

### **Modalités de calcul du subside**

Le taux de base est 60 % du montant établi comme suit.

Pour le calcul de la subvention, le montant à prendre en considération est la somme (art.7):

- du coût des travaux subsidiables, T.V.A comprise, déterminé par l'adjudication;
- d'un forfait de 10 % du montant global des travaux pour frais d'étude, de coordination sécurité, d'essais géotechniques préalables, de contrôle des matériaux;
- du montant de l'estimation établie par le Comité d'Acquisition d'Immeubles en cas d'acquisition d'immeubles non bâtis et de servitude d'immersion temporaire.

Les autres frais généraux exposés par l'allocataire ne sont pas subventionnés.

En cas de travaux de plantations, le Ministre peut accorder une majoration de l'aide sur l'ensemble des travaux pris en considération (art. 8) si le projet apporte une amélioration écologique et paysagère.

Les plantations ligneuses seront composées d'espèces reprises dans le « Fichier écologique des essences » édité par la Région wallonne ou dans le tableau repris à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 1995.

Le maintien et l'entretien des dites plantations doivent faire l'objet préalablement d'une convention entre le propriétaire, le locataire et l'allocataire.

Dans le cas d'une zone d'immersion temporaire, vu la bonne intégration paysagère, la majoration de 20 % est accordée si l'ensemble (berges et fond) est ressemé; dans ce cas, des plantations ligneuses ne sont pas indispensables.

### Modalités de liquidation du subsid

Le montant définitif de la subvention sera calculé sur base du montant effectif des travaux subventionnés figurant au décompte final, en ce compris les frais d'acquisition d'emprise et de servitude et les autres frais tels que précisés à l'article 7, limités à 10 % du montant global des travaux. Lorsque le montant du décompte final des travaux subventionnés est inférieur à celui retenu initialement pour le calcul de la subvention, le montant de celle-ci est revu sur la base de la dépense réelle relative aux dits travaux.

Le Ministre peut étendre l'octroi des subventions aux travaux d'entreprises qui étaient imprévisibles au moment de l'élaboration du projet initial et qui se sont avérés nécessaires pour la bonne exécution de celle-ci. Dans ce dernier cas, la subvention supplémentaire ne pourra excéder 10 % de la subvention initiale.

Dans le cas d'acquisition d'immeubles non bâtis, le montant définitif de la subvention est arrêté sur la base de l'acte d'acquisition du bien dont une copie est transmise au service d'accompagnement.

La subvention est liquidée par acomptes ou globalement.

#### 1) Dans le cas d'acomptes, le dossier de récupération est constitué comme suit:

- la déclaration de créance du bénéficiaire
- la copie de l'ordre de commencer les travaux
- les états d'avancement des travaux
- la liste des intempéries (si le délai d'exécution des travaux est exprimé en jours ouvrables)
- les factures dressées par l'entrepreneur et approuvées par la commune

#### 2) Dans le cas de récupération en une fois ou finale, le dossier comprend:

- la déclaration de créance du bénéficiaire
- la copie de l'ordre de commencer les travaux
- les états d'avancement des travaux
- le décompte final des travaux et le coût total de ceux-ci
- la liste des intempéries (si le délai d'exécution des travaux est exprimé en jours ouvrables)
- les factures dressées par l'entrepreneur et approuvées par la commune
- les factures dressées par l'auteur de projet et approuvées par la commune
- en cas d'acquisition de terrain d'emprise, la copie de l'acte d'acquisition
- le procès verbal de réception provisoire ou définitive des travaux.

*Le dossier complet est envoyé à l'administration, en 3 exemplaires, pour approbation et pour suite voulue.*

## Contacts

### **SPW - DGO3 - Département de la Ruralité et des Cours d'eau DIRECTION DE L'AMENAGEMENT FONCIER RURAL**

- Province du Hainaut et Province du Brabant Wallon, partie Ouest :  
Eric Meganck  
Service extérieur de Mons  
Bd Winston Churchill, 28  
7000 MONS  
Tél : 065/400125  
mail : [eric.meganck@spw.wallonie.be](mailto:eric.meganck@spw.wallonie.be)
- Province de Namur et Province du Brabant Wallon, partie Est :  
Philippe Duchêne  
Service extérieur de Namur  
7, Avenue Prince de Liège  
5100 JAMBES  
Tél : 081/336468  
mail : [philippe.duchene@spw.wallonie.be](mailto:philippe.duchene@spw.wallonie.be)
- Province de Liège :  
Frédéric Robinet  
Service extérieur de Huy  
Chaussée de Liège, 39  
4500 HUY  
Tél : 085/273450  
mail : [frederic.robinet@spw.wallonie.be](mailto:frederic.robinet@spw.wallonie.be)
- Province de Luxembourg :  
Bernard Dubourg  
Service extérieur de Libramont  
Rue des Genêts 2  
6800 LIBRAMONT  
Tél : 061/221035  
mail : [bernard.dubourg@spw.wallonie.be](mailto:bernard.dubourg@spw.wallonie.be)